

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2019

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018 ¹	Au 29 décembre 2018 ¹
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 16)	226,2 \$	446,4 \$	470,4 \$
Placements à court terme	233,3	151,3	183,7
Créances clients et autres débiteurs	1 004,9	976,4	933,3
Créances sur prêts (note 6)	5 598,2	5 277,7	5 511,3
Stocks de marchandises	2 611,1	2 395,8	1 997,5
Impôt sur le résultat à recouvrer	46,7	105,7	15,3
Charges payées d'avance et dépôts	165,3	154,3	138,8
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	7,2	5,5	5,5
Total des actifs courants	9 892,9	9 513,1	9 255,8
Créances à long terme et autres actifs	825,6	707,2	742,6
Placements à long terme	116,0	175,3	152,7
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 275,6	2 265,6	2 272,0
Immeubles de placement	374,8	386,4	364,7
Immobilisations corporelles	4 219,8	4 208,4	4 283,2
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 562,9	—	—
Impôt différé	347,8	217,2	215,8
Total de l'actif	19 615,4 \$	17 473,2 \$	17 286,8 \$
PASSIF			
Dette bancaire (note 16)	39,6 \$	23,0 \$	— \$
Dépôts	829,8	978,5	964,5
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 310,6	2 421,6	2 425,0
Provisions	164,8	146,3	171,8
Emprunts à court terme	909,6	829,1	378,1
Emprunts	659,3	647,9	654,6
Tranche courante des obligations locatives	316,2	—	—
Impôt à payer	66,5	78,7	110,6
Tranche courante de la dette à long terme	538,4	787,2	553,6
Total des passifs courants	5 834,8	5 912,3	5 258,2
Provisions à long terme	58,4	46,3	49,8
Dette à long terme	3 978,8	4 038,2	4 000,3
Dépôts à long terme	1 666,5	1 360,7	1 506,7
Obligations locatives à long terme	1 861,1	—	—
Impôt différé	140,7	188,5	184,5
Autres passifs à long terme	779,7	832,8	872,3
Total du passif	14 320,0	12 378,8	11 871,8
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 9)	588,8	601,2	591,5
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	(138,0)	2,0	51,1
Bénéfices non distribués	3 539,6	3 695,1	3 720,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	3 993,3	4 301,2	4 366,2
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 302,1	793,2	1 048,8
Total des capitaux propres	5 295,4	5 094,4	5 415,0
Total du passif et des capitaux propres	19 615,4 \$	17 473,2 \$	17 286,8 \$

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018 ¹	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018 ¹
Produits (note 11)	3 636,7 \$	3 631,3 \$	10 217,7 \$	9 927,0 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 12)	2 408,1	2 408,5	6 846,9	6 633,7
Marge brute	1 228,6	1 222,8	3 370,8	3 293,3
Autres charges (produits)	17,9	(4,7)	(15,4)	(23,5)
Frais de vente, généraux et administratifs (note 13)	832,3	870,9	2 493,8	2 528,7
Charges financières nettes (note 14)	71,5	43,4	200,8	106,8
Bénéfice avant impôt	306,9	313,2	691,6	681,3
Impôt sur le résultat	79,2	81,9	162,7	176,5
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	197,2 \$	203,8 \$	444,3 \$	437,8 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5	27,5	84,6	67,0
	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Bénéfice par action de base	3,20 \$	3,16 \$	7,18 \$	6,70 \$
Bénéfice par action dilué	3,20 \$	3,15 \$	7,17 \$	6,68 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :				
De base	61 619 653	64 519 606	61 861 892	65 312 977
Dilué	61 678 957	64 683 997	61 930 350	65 514 421

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Autres éléments de (perte) bénéfice global(e), déduction faite de l'impôt				
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :				
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie non assujettis à l'ajustement de base	0,2	2,7	(22,3)	8,3
Coût différé de la couverture non assujetti à l'ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps de l'option utilisée pour couvrir des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(1,7)	(0,9)	(10,3)	(1,9)
Reclassement de la perte en résultat	0,9	3,0	0,3	3,8
Écart de change	(51,4)	(27,1)	(80,6)	(27,1)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :				
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	20,2	(24,0)	(36,7)	50,5
Autres éléments de (perte) bénéfice global(e)	(31,8) \$	(46,3) \$	(149,6) \$	33,6 \$
Autres éléments de (perte) bénéfice global(e) attribuables aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(31,8) \$	(47,1) \$	(143,3) \$	31,7 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	0,8	(6,3)	1,9
	(31,8) \$	(46,3) \$	(149,6) \$	33,6 \$
Bénéfice global	195,9 \$	185,0 \$	379,3 \$	538,4 \$
Bénéfice global attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	165,4 \$	156,7 \$	301,0 \$	469,5 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5	28,3	78,3	68,9
	195,9 \$	185,0 \$	379,3 \$	538,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des actifs au titre de droits d'utilisation (notes 12 et 13)	136,0	71,2	402,9	225,9
Charge d'impôt	79,2	81,9	162,7	176,5
Charges financières nettes (note 14)	71,5	43,4	200,8	106,8
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 13)	27,5	29,3	80,9	95,6
Perte (profit) à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'actifs au titre de droits d'utilisation	2,4	(0,8)	(27,1)	(16,1)
Autres	7,7	3,7	9,7	8,8
Total, à l'exception des éléments suivants :	552,0	460,0	1 358,8	1 102,3
Intérêts versés	(87,8)	(41,6)	(250,7)	(109,1)
Intérêts reçus	13,1	2,5	22,1	6,8
Impôt payé	(29,0)	(10,9)	(276,2)	(194,0)
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	(493,7)	(370,0)	(784,1)	(560,8)
Variation des créances sur prêts	(51,7)	(120,0)	(89,1)	(244,8)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(97,1)	(80,0)	(19,2)	0,4
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(105,2)	(101,5)	(261,8)	(299,0)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(46,7)	(19,6)	(160,2)	(72,6)
Total des entrées	(151,9)	(121,1)	(422,0)	(371,6)
Acquisition de placements à court terme	(105,0)	(25,4)	(256,1)	(127,7)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	113,2	37,3	252,9	142,0
Produit de la cession d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placements	(0,6)	0,3	17,7	17,9
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	—	(762,9)	—	(762,9)
Paievements de loyer au titre de contrats de sous-location sous forme de contrats de location-financement (sur le capital) ¹	5,2	—	12,8	—
Acquisition de placements à long terme et autres	(10,0)	(6,3)	(10,0)	(39,6)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(149,1)	(878,1)	(404,7)	(1 141,9)
Activités de financement				
Dividendes versés	(60,7)	(55,3)	(181,8)	(167,8)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(19,9)	(6,1)	(58,9)	(17,1)
Total des dividendes et des distributions payés	(80,6)	(61,4)	(240,7)	(184,9)
Émission nette de titres d'emprunt à court terme	340,7	37,0	531,5	376,8
Émission de titres d'emprunt	76,4	14,5	226,8	173,8
Remboursement de titres d'emprunt	(82,4)	(22,4)	(222,1)	(193,1)
Émission de titres d'emprunt à long terme	—	1 234,0	570,9	1 434,2
Remboursement sur la dette à long terme et de passifs résultant de contrats de location-financement ²	(500,1)	(3,6)	(500,7)	(12,9)
Paievement d'obligations locatives (sur le capital)	(62,0)	—	(231,5)	—
Paievement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	(0,5)	(4,4)	(2,6)	(6,4)
Rachat d'actions	(11,5)	(116,4)	(207,2)	(398,4)
Produit de la cession partielle d'une participation dans CT REIT (note 19)	142,6	—	142,6	—
Produit net de l'émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle (note 19)	86,3	—	86,3	—
Paievements liés aux instruments financiers	(5,4)	(2,5)	(35,3)	(10,8)
Variation des dépôts	(51,3)	(21,8)	22,1	(50,4)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(147,8)	1 053,0	140,1	1 127,9
Flux de trésorerie (utilisés) générés au cours de la période	(394,0)	94,9	(283,8)	(13,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, au début	580,6	328,5	470,4	437,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, à la fin	186,6 \$	423,4 \$	186,6 \$	423,4 \$

1. Montants présentés antérieurement dans les activités d'exploitation en vertu d'IAS 17.

2. Les chiffres comparatifs comprennent le remboursement de passifs résultant de contrats de location-financement en vertu d'IAS 17.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 29 décembre 2018, tel qu'il a été présenté antérieurement	591,5 \$	2,9 \$	92,0 \$	(40,9) \$	51,1 \$	3 720,7 \$	4 366,2 \$	1 048,8 \$	5 415,0 \$
Ajustements transitoires – IFRS 16 (note 2)	—	—	—	—	—	(246,9)	(246,9)	(0,1)	(247,0)
Solde retraité au 30 décembre 2018	591,5	2,9	92,0	(40,9)	51,1	3 473,8	4 119,3	1 048,7	5 168,0
Bénéfice net	—	—	—	—	—	444,3	444,3	84,6	528,9
Autres éléments de (perte) globale	—	—	(62,7)	(80,6)	(143,3)	—	(143,3)	(6,3)	(149,6)
Total (de la perte) du bénéfice global(e)	—	—	(62,7)	(80,6)	(143,3)	444,3	301,0	78,3	379,3
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(45,8)	—	(45,8)	—	(45,8)	—	(45,8)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	11,0	—	—	—	—	—	11,0	—	11,0
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	(200,7)	—	—	—	—	—	(200,7)	—	(200,7)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 9)	187,0	—	—	—	—	(187,0)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(191,5)	(191,5)	—	(191,5)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Vente de titres de participation dans les activités de CT REIT, déduction faite des coûts de transaction (note 19)	—	—	—	—	—	—	—	142,7	142,7
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	92,7	92,7
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(60,3)	(60,3)
Total des apports et des distributions	(2,7)	—	(45,8)	—	(45,8)	(378,5)	(427,0)	175,1	(251,9)
Solde au 28 septembre 2019	588,8 \$	2,9 \$	(16,5) \$	(121,5) \$	(138,0) \$	3 539,6 \$	3 993,3 \$	1 302,1 \$	5 295,4 \$

(en millions de dollars canadiens)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 30 décembre 2017, tel qu'il a été présenté antérieurement	615,7 \$	2,9 \$	(37,5) \$	—	(37,5) \$	4 169,3 \$	4 750,4 \$	823,3 \$	5 573,7 \$
Ajustements transitoires – IFRS 15	—	—	—	—	—	(7,6)	(7,6)	—	(7,6)
Solde retraité au 30 décembre 2017	615,7	2,9	(37,5)	—	(37,5)	4 161,7	4 742,8	823,3	5 566,1
Ajustements transitoires – IFRS 2 et IFRS 9	—	—	(0,8)	—	(0,8)	(351,1)	(351,9)	(81,9)	(433,8)
Solde retraité au 31 décembre 2017	615,7	2,9	(38,3)	—	(38,3)	3 810,6	4 390,9	741,4	5 132,3
Bénéfice net	—	—	—	—	—	437,8	437,8	67,0	504,8
Autres éléments de bénéfice global	—	—	58,8	(27,1)	31,7	—	31,7	1,9	33,6
Total du bénéfice global	—	—	58,8	(27,1)	31,7	437,8	469,5	68,9	538,4
Transferts des pertes liées aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	8,6	—	8,6	—	8,6	—	8,6
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	9,0	—	—	—	—	—	9,0	—	9,0
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	(402,1)	—	—	—	—	—	(402,1)	—	(402,1)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 9)	378,6	—	—	—	—	(378,6)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(174,7)	(174,7)	—	(174,7)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	2,5	2,5
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(19,6)	(19,6)
Total des apports et des distributions	(14,5)	—	8,6	—	8,6	(553,3)	(559,2)	(17,1)	(576,3)
Solde au 29 septembre 2018	601,2 \$	2,9 \$	29,1 \$	(27,1) \$	2,0 \$	3 695,1 \$	4 301,2 \$	793,2 \$	5 094,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180 Yonge Street, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des Services Financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter de la Société.

Le bénéfice net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice et le premier trimestre, l'apport le moins important.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 (et les résultats comparatifs pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2018) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites dans la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société, sauf pour ce qui est des principales méthodes comptables adoptées par suite de l'application initiale d'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), le 30 décembre 2018 et décrites dans la présente note.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 6 novembre 2019.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actualisée.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale étrangère de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments de chaque filiale étrangère inclus dans les états financiers consolidés sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés à titre de composante des capitaux propres. Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger, ou de la perte du contrôle, la composante du cumul des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes constatés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers intermédiaires pourrait être importante de l'avis de la Société, sauf pour ce qui est des jugements et estimations liés à l'adoption d'IFRS 16 décrits dans la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de 2019.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Adoption d'IFRS 16, Contrats de location

Avec prise d'effet en 2019, la Société a adopté IFRS 16 qui a été publiée en janvier 2016, ainsi que les modifications corrélatives. IFRS 16 prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent ait une faible valeur. IFRS 16 maintient essentiellement la comptabilisation par le bailleur prévue par IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »), notamment la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives pour tous les contrats de location simple pour lesquels la Société est un preneur. Les actifs et les passifs liés aux contrats de location-financement existants à la date de transition demeurent inchangés. La Société a adopté IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée, et l'effet cumulatif de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisé dans les bénéfices non distribués au 30 décembre 2018. Les données de l'exercice précédent n'ont pas été ajustées.

Le tableau suivant résume les ajustements apportés aux soldes d'ouverture en raison de l'adoption initiale d'IFRS 16.

(en millions de dollars canadiens)	Montants présentés antérieurement en vertu d'IAS 17, au 29 décembre 2018	Ajustements transitoires au titre d'IFRS 16	Solde au 30 décembre 2018
Actif			
Créances clients et autres débiteurs	933,3 \$	14,8 \$	948,1 \$
Créances à long terme et autres actifs	742,6	85,0	827,6
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 272,0	(0,7)	2 271,3
Immeubles de placement	364,7	4,6	369,3
Immobilisations corporelles	4 283,2	(122,6)	4 160,6
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	1 704,3	1 704,3
Impôt différé	215,8	74,0	289,8
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres passifs	2 425,0 \$	(95,1) \$	2 329,9 \$
Tranche courante des obligations locatives	—	311,4	311,4
Provisions	171,8	(1,1)	170,7
Tranche courante de la dette à long terme	553,6	(15,4)	538,2
Obligations locatives à long terme	—	2 034,9	2 034,9
Dette à long terme	4 000,3	(92,6)	3 907,7
Impôt différé	184,5	(16,1)	168,4
Autres passifs à long terme	872,3	(119,6)	752,7
Bénéfices non distribués	3 720,7	(246,9)	3 473,8
Participation ne donnant pas le contrôle	1 048,8	(0,1)	1 048,7

À l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé des obligations locatives relativement aux contrats de location qui avaient antérieurement été classés comme des contrats de location simple conformément aux principes d'IAS 17. Ces obligations sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers fixes restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal du preneur au 30 décembre 2018. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré du preneur appliqué aux obligations locatives comptabilisées dans le bilan consolidé au 30 décembre 2018 était de 4,88 pour cent.

Le tableau suivant présente le rapprochement des engagements découlant de contrats de location simple au 29 décembre 2018 et du solde d'ouverture des obligations locatives au 30 décembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	
Engagements découlant de contrats de location simple au 29 décembre 2018 ¹	2 621,7 \$
Ajouter : passifs résultant de contrats de location-financement comptabilisés au 29 décembre 2018	108,0
Ajouter : ajustements découlant du traitement différent des options de prolongement et de résiliation	402,6
Incidence de l'actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal du preneur	(505,8)
Soustraire : contrats de location faisant l'objet d'un engagement mais pas encore débutés	(244,2)
Soustraire : contrats de location à court terme, dont les actifs sont de faible valeur et autres	(36,0)
Obligations locatives comptabilisées au 30 décembre 2018	2 346,3 \$

1. Comprend des engagements découlant de contrats de location simple de 128,4 millions de dollars liés aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire dans le cadre d'arrangements de sous-location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation connexes ont été principalement évalués comme si la présente norme avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, puis en l'actualisant à l'aide du taux d'emprunt marginal du preneur à la date de première application. Certains actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués en fonction du montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer relativement au contrat de location qui étaient comptabilisés au bilan au 30 décembre 2018.

Lors de l'application initiale d'IFRS 16, la Société a utilisé les mesures de simplification permises par la norme qui sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de 2019.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, la Société a mis à jour ses méthodes comptables pour la comptabilisation des contrats de location, de la façon décrite à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de 2019.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 28 décembre 2019 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Cependant, compte tenu de récentes réunions de l'IASB, une modification à IFRS 17 et un report de un an de la date de transition sont attendus. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses ratios afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation de crédit et d'autres intervenants du marché, sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Au 28 septembre 2019, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives financières liées à ses ententes d'emprunt existantes. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose d'une souplesse suffisante pour soutenir la croissance des activités.

Helly Hansen est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de ces conventions au 28 septembre 2019.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de l'acte de fiducie, de la convention de crédit bancaire et de la déclaration de fiducie et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 28 septembre 2019.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de sa convention de crédit bancaire et de ses facilités d'achat de billets. Au 28 septembre 2019, la BCT respectait toutes les exigences externes en matière de capital réglementaire et toutes les clauses restrictives financières aux termes de sa convention de crédit bancaire et de ses facilités d'achat de billets.

4. Liquidités et financement

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la Société a établi un programme de papier commercial libellé en dollars américains lui permettant d'émettre des billets à ordre à court terme pour un montant en capital total maximal de 1,0 milliard de dollars américains aux États-Unis. Dans le cadre de ce programme, des fonds peuvent être empruntés, avec des échéances allant de un jour à 270 jours. Les émissions sont effectuées à escompte dans le cadre de ce programme, et les billets auront égalité de rang de paiement avec toutes les obligations non subordonnées et non garanties existantes et futures envers les créiteurs de la Société.

Au 28 septembre 2019, la Société avait du papier commercial d'un montant de 410,0 millions de dollars américains (équivalant à 542,9 millions de dollars canadiens) en cours.

Au cours du trimestre, l'échéance de la marge de crédit bancaire consentie de la Société totalisant 1,975 milliard de dollars a été prorogée en août 2024, et l'échéance de la facilité de trésorerie de Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») de 300,0 millions, servant de crédit de sûreté pour les titres de série 1997-1 de son programme de papier commercial adossé à des actifs, a été prorogée en août 2022.

Au 28 septembre 2019, GCCT avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 295,3 millions de dollars.

Au 28 septembre 2019, la Société (excluant Helly Hansen et CT REIT) n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie. Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 71,4 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie (180,0 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (309,4 millions de couronnes norvégiennes). CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie, et la BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie ni de ses facilités d'achat de billets.

Après le 28 septembre 2019, la BCT a prorogé en octobre 2022 l'échéance de sa marge de crédit bancaire consentie totalisant 250,0 millions de dollars, et elle a prorogé en octobre 2022 l'échéance de ses facilités d'achat de billets consenties, permettant l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par GCCT pour un montant maximal de 2,0 milliards.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, CT REIT et Services Financiers. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses enseignes, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource, Helly Hansen et diverses enseignes de SportChek. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts aux marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous l'enseigne Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et de centres de distribution.
- Les Services Financiers émettent les cartes de crédit de la marque Triangle de Canadian Tire, soit les cartes de crédit Mastercard Triangle, World Mastercard Triangle et World Elite Mastercard Triangle. Les Services Financiers offrent également les produits Mastercard Avantage Remise et Mastercard Avantage Essence, des produits d'assurance et de garantie, et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une institution financière réglementée en vertu des lois fédérales qui gère et finance les portefeuilles de cartes Mastercard et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble existant de prêts au titre de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des CELI et des CPG, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent GCCT, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. GCCT émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Le tableau suivant détaille les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes					le 29 septembre 2018 ¹				
	le 28 septembre 2019									
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	3 295,5 \$	13,2 \$	332,1 \$	(4,1) \$	3 636,7 \$	3 307,1 \$	11,3 \$	315,3 \$	(2,4) \$	3 631,3 \$
Produits intersociétés	0,8	108,5	10,9	(120,2)	—	2,8	106,4	10,3	(119,5)	—
Total des produits	3 296,3	121,7	343,0	(124,3)	3 636,7	3 309,9	117,7	325,6	(121,9)	3 631,3
Coûts des activités génératrices de produits	2 273,3	—	154,3	(19,5)	2 408,1	2 307,8	—	115,8	(15,1)	2 408,5
Marge brute	1 023,0	121,7	188,7	(104,8)	1 228,6	1 002,1	117,7	209,8	(106,8)	1 222,8
Autres (produits) charges	(13,3)	—	0,9	30,3	17,9	(38,1)	—	(0,1)	33,5	(4,7)
Frais de vente, généraux et administratifs	802,1	27,2	79,1	(76,1)	832,3	868,6	29,1	78,3	(105,1)	870,9
Charges financières nettes (produits financiers nets)	63,6	27,4	(0,2)	(19,3)	71,5	4,9	26,3	(0,3)	12,5	43,4
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(13,0)	—	13,0	—	—	(16,8)	—	16,8	—
Bénéfice avant impôt	170,6 \$	80,1 \$	108,9 \$	(52,7) \$	306,9 \$	166,7 \$	79,1 \$	131,9 \$	(64,5) \$	313,2 \$
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	203,5 \$	— \$	3,3 \$	(43,3) \$	163,5 \$	83,6 \$	— \$	2,5 \$	14,4 \$	100,5 \$
Produits d'intérêts	24,6	0,1	286,1	(17,1)	293,7	21,4	—	264,9	(17,1)	269,2
Charges d'intérêts	83,0	27,5	36,4	(52,5)	94,4	21,6	26,3	31,2	(17,5)	61,6

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres de la période correspondante ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes					le 29 septembre 2018 ¹				
	le 28 septembre 2019									
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	9 216,8 \$	38,2 \$	972,1 \$	(9,4) \$	10 217,7 \$	8 990,8 \$	34,1 \$	907,8 \$	(5,7) \$	9 927,0 \$
Produits intersociétés	3,8	327,1	29,0	(359,9)	—	5,8	319,1	29,3	(354,2)	—
Total des produits	9 220,6	365,3	1 001,1	(369,3)	10 217,7	8 996,6	353,2	937,1	(359,9)	9 927,0
Coûts des activités génératrices de produits	6 449,0	—	450,4	(52,5)	6 846,9	6 285,9	—	390,6	(42,8)	6 633,7
Marge brute	2 771,6	365,3	550,7	(316,8)	3 370,8	2 710,7	353,2	546,5	(317,1)	3 293,3
Autres (produits) charges	(110,5)	—	1,4	93,7	(15,4)	(122,0)	—	(0,9)	99,4	(23,5)
Frais de vente, généraux et administratifs	2 403,6	90,0	233,2	(233,0)	2 493,8	2 500,2	90,6	247,8	(309,9)	2 528,7
Charges financières nettes (produits financiers nets)	182,3	81,7	(0,7)	(62,5)	200,8	(7,1)	78,3	(0,8)	36,4	106,8
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(36,7)	—	36,7	—	—	(42,1)	—	42,1	—
Bénéfice avant impôt	296,2 \$	230,3 \$	316,8 \$	(151,7) \$	691,6 \$	339,6 \$	226,4 \$	300,4 \$	(185,1) \$	681,3 \$
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	606,3 \$	— \$	9,6 \$	(132,1) \$	483,8 \$	270,1 \$	— \$	7,7 \$	43,7 \$	321,5 \$
Produits d'intérêts	79,7	0,2	829,6	(51,4)	858,1	69,4	0,1	759,0	(55,0)	773,5
Charges d'intérêts	246,3	81,9	103,0	(157,5)	273,7	48,6	78,4	88,6	(55,9)	159,7

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres de la période correspondante ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les (produits financiers nets) charges financières nettes;
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les contrats de location intersociétés, les frais de gestion immobilière et les frais de traitement des transactions par carte de crédit.

Bien qu'elle exerce principalement ses activités au Canada, la Société exerce également ses activités à l'étranger à la suite de l'acquisition d'Helly Hansen. Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen se sont établis à 145,9 millions de dollars (2018 – 156,5 millions) et à 352,0 millions (2018 – 156,5 millions), respectivement. Les immobilisations corporelles et incorporelles (marque et goodwill) et les actifs au titre de droits d'utilisation situés à l'extérieur du Canada se chiffraient à 1,0 milliard de dollars au 28 septembre 2019 (2018 – 1,0 milliard).

Le tableau suivant détaille les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018 ²			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Dépenses d'investissement ¹	110,7 \$	19,1 \$	1,5 \$	131,3 \$	137,6 \$	17,1 \$	2,5 \$	157,2 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

2. Les données de l'exercice précédent comprennent les placements dans des actifs au titre de contrats de location-financement.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018 ²			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Dépenses d'investissement ¹	300,5 \$	56,6 \$	7,6 \$	364,7 \$	281,0 \$	93,6 \$	5,7 \$	380,3 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

2. Les données de l'exercice précédent comprennent les placements dans des actifs au titre de contrats de location-financement.

Le tableau suivant détaille les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation ¹	20,4 \$	— \$	— \$	20,4 \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Non applicable à l'exercice précédent en raison de l'application initiale d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation ¹	176,9 \$	— \$	— \$	176,9 \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Non applicable à l'exercice précédent en raison de l'application initiale d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

Le tableau suivant détaille le total de l'actif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018 ¹	Au 29 décembre 2018 ¹
Détail	16 157,9 \$	12 149,5 \$	11 894,3 \$
CT REIT	6 001,9	5 676,7	5 708,7
Services Financiers	6 370,3	6 255,4	6 345,6
Éliminations et ajustements	(8 914,7)	(6 608,4)	(6 661,8)
Total de l'actif ²	19 615,4 \$	17 473,2 \$	17 286,8 \$

1. Les chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables en raison de l'adoption d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

2. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total du passif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018 ¹	Au 29 décembre 2018 ¹
Détail	10 199,5 \$	5 660,2 \$	5 239,3 \$
CT REIT	2 715,3	2 689,2	2 623,8
Services Financiers	5 381,6	5 280,4	5 407,1
Éliminations et ajustements	(3 976,4)	(1 251,0)	(1 398,4)
Total du passif ²	14 320,0 \$	12 378,8 \$	11 871,8 \$

1. Les chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables en raison de l'adoption d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

2. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018	Au 29 décembre 2018
Créances sur cartes de crédit ²	5 574,2 \$	5 244,0 \$	5 484,2 \$
Prêts aux marchands ³	661,1	655,5	662,0
Total des créances sur prêts	6 235,3	5 899,5	6 146,2
Moins : tranche à long terme ⁴	637,1	621,8	634,9
Tranche courante des créances sur prêts	5 598,2 \$	5 277,7 \$	5 511,3 \$

1. Les montants sont présentés déduction faite de la charge pour pertes de crédit.

2. Comprend les prêts au titre de marges de crédit.

3. Les prêts aux marchands sont principalement constitués de prêts émis par Franchise Trust.

4. La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 635,2 millions de dollars (29 septembre 2018 – 617,0 millions et 29 décembre 2018 – 633,7 millions).

La continuité de la correction de valeur des créances sur prêts de la Société se présente comme suit :

	2019			
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois ¹ (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 29 décembre 2018	253,0 \$	186,1 \$	325,5 \$	764,6 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(9,1)	(22,8)	(322,2)	(354,1)
Recouvrements	—	—	62,0	62,0
Nouveaux prêts émis	15,4	—	—	15,4
Transferts				
à la phase 1	136,6	(94,7)	(41,9)	—
à la phase 2	(26,3)	34,5	(8,2)	—
à la phase 3	(20,3)	(29,1)	49,4	—
Réévaluations nettes	(47,8)	124,7	231,9	308,8
Solde au 28 septembre 2019	301,5 \$	198,7 \$	296,5 \$	796,7 \$

1. Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

	2018			
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois ¹ (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 30 décembre 2017	— \$	— \$	— \$	111,0 \$
Ajustement au titre d'IFRS 9				584,0
Solde au 31 décembre 2017	227,0	182,3	285,7	695,0
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(7,7)	(20,2)	(253,0)	(280,9)
Recouvrements	—	—	55,1	55,1
Nouveaux prêts émis	36,4	—	—	36,4
Transferts				
à la phase 1	65,7	(50,3)	(15,4)	—
à la phase 2	(28,8)	31,9	(3,1)	—
à la phase 3	(21,4)	(27,1)	48,5	—
Réévaluations nettes	(30,6)	69,9	199,1	238,4
Solde au 29 septembre 2018	240,6 \$	186,5 \$	316,9 \$	744,0 \$

1. Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées lorsqu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ou lorsqu'il existe un doute suffisant quant à la recouvrabilité du solde impayé. Aucune garantie n'est détenue à l'égard de ces créances sur prêts, sauf en ce qui concerne les prêts aux marchands. La Banque continue de chercher à recouvrer la majorité des montants qui ont été radiés au cours de la période. La Banque cherche à recouvrer ces montants, à moins qu'elle n'ait plus le droit de recouvrement, que la créance ait été vendue à un tiers, ou que toutes les mesures raisonnables de recouvrement aient été épuisées.

Le tableau suivant présente l'information relative à l'exposition au risque de crédit des créances sur prêts.

	28 septembre 2019			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 401,5 \$	67,8 \$	— \$	2 469,3 \$
Risque modéré	1 929,7	138,2	—	2 067,9
Risque élevé	897,2	332,2	604,3	1 833,7
Total de la valeur comptable brute	5 228,4	538,2	604,3	6 370,9
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	301,5	198,7	296,5	796,7
Valeur comptable nette	4 926,9 \$	339,5 \$	307,8 \$	5 574,2 \$

	29 septembre 2018			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	1 985,5 \$	206,4 \$	— \$	2 191,9 \$
Risque modéré	1 784,9	252,5	—	2 037,4
Risque élevé	782,7	307,7	668,3	1 758,7
Total de la valeur comptable brute	4 553,1	766,6	668,3	5 988,0
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	240,6	186,5	316,9	744,0
Valeur comptable nette	4 312,5 \$	580,1 \$	351,4 \$	5 244,0 \$

	29 décembre 2018			
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 119,3 \$	210,6 \$	— \$	2 329,9 \$
Risque modéré	1 864,4	251,9	—	2 116,3
Risque élevé	836,6	290,4	675,6	1 802,6
Total de la valeur comptable brute	4 820,3	752,9	675,6	6 248,8
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	253,0	186,1	325,5	764,6
Valeur comptable nette	4 567,3 \$	566,8 \$	350,1 \$	5 484,2 \$

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur cartes de crédit et sur prêts s'est élevée à 261,1 millions de dollars (2018 – 243,5 millions) et à 764,4 millions (2018 – 709,0 millions), respectivement.

7. Immobilisations corporelles

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la Société a vendu un immeuble excédentaire situé en Ontario à un tiers pour 18,3 millions de dollars, assorti de 4,6 millions en trésorerie et d'un emprunt hypothécaire financé par le vendeur de 13,7 millions arrivant à échéance dans deux ans.

8. Dette à long terme

Au cours du deuxième trimestre de 2019, GCCT a émis des billets à terme pour un montant de 560,0 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 6 juin 2024, constitués de billets de premier rang d'un montant en capital de 523,6 millions portant intérêt à 2,28 pour cent par année et de billets subordonnés d'un montant en capital de 36,4 millions portant intérêt à 3,43 pour cent par année.

Au cours du trimestre, GCCT a remboursé des billets de premier rang d'un montant de 472,5 millions de dollars, qui portaient intérêt à un taux de 2,568 pour cent par année, ainsi que des billets subordonnés d'un montant de 27,5 millions, qui portaient intérêt à un taux de 3,068 pour cent par année.

9. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018	Au 29 décembre 2018
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (29 septembre 2018 – 3 423 366; 29 décembre 2018 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
58 177 090 actions de catégorie A sans droit de vote (29 septembre 2018 – 60 725 958; 29 décembre 2018 – 59 478 460)	588,6	601,0	591,3
	588,8 \$	601,2 \$	591,5 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours de 2019 et de 2018, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Les rachats d'actions de la Société ont été effectués aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les rachats d'actions sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes				Pour les périodes de 39 semaines closes			
	le 28 septembre 2019		le 29 septembre 2018		le 28 septembre 2019		le 29 septembre 2018	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	58 212 090	586,0 \$	61 416 558	605,1 \$	59 478 460	591,3 \$	63 066 561	615,5 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et du régime d'options sur actions	24 227	3,2	17 800	2,9	79 032	11,0	53 794	9,0
Rachetées ¹	(59 227)	(8,0)	(708 400)	(117,0)	(1 380 402)	(200,7)	(2 394 397)	(402,1)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	7,4	—	110,0	—	187,0	—	378,6
Actions en circulation à la fin	58 177 090	588,6 \$	60 725 958	601,0 \$	58 177 090	588,6 \$	60 725 958	601,0 \$

1. Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

Au 28 septembre 2019, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 63,9 millions de dollars (2018 – 57,7 millions) au taux de 1,0375 \$ par action (2018 – 0,900 \$ par action).

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes payables le 1^{er} mars 2020 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2020.

10. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 39 semaines close le 28 septembre 2019, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué 439 492 (2018 – 302 160) options sur actions à certains employés. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à des prix d'exercice de 144,35 \$ et de 134,16 \$ (2018 – 177,09 \$).

11. Produits

Le tableau suivant détaille les produits par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 28 septembre 2019					le 29 septembre 2018 ¹				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajuste-ments	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajuste-ments	Total
Vente de biens	3 170,9 \$	— \$	— \$	— \$	3 170,9 \$	3 179,1 \$	— \$	— \$	— \$	3 179,1 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	5,2	—	285,7	(3,4)	287,5	4,8	—	264,6	(2,4)	267,0
Redevances et droits de licence	15,4	—	—	—	15,4	15,6	—	—	—	15,6
Services rendus	3,6	—	46,4	—	50,0	4,1	—	50,7	—	54,8
Produits locatifs	100,4	13,2	—	(0,7)	112,9	103,5	11,3	—	—	114,8
	3 295,5 \$	13,2 \$	332,1 \$	(4,1) \$	3 636,7 \$	3 307,1 \$	11,3 \$	315,3 \$	(2,4) \$	3 631,3 \$

1. Certains chiffres de la période correspondante ont été reclassés afin de refléter la présentation de l'exercice courant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes									
	le 28 septembre 2019					le 29 septembre 2018 ¹				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajuste-ments	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajuste-ments	Total
Vente de biens	8 849,1 \$	— \$	— \$	— \$	8 849,1 \$	8 610,8 \$	— \$	— \$	— \$	8 610,8 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	15,6	—	828,4	(8,7)	835,3	13,8	—	758,1	(5,7)	766,2
Redevances et droits de licence	40,6	—	—	—	40,6	41,9	—	—	—	41,9
Services rendus	11,7	—	143,7	—	155,4	12,2	—	149,7	—	161,9
Produits locatifs	299,8	38,2	—	(0,7)	337,3	312,1	34,1	—	—	346,2
	9 216,8 \$	38,2 \$	972,1 \$	(9,4) \$	10 217,7 \$	8 990,8 \$	34,1 \$	907,8 \$	(5,7) \$	9 927,0 \$

1. Certains chiffres de la période correspondante ont été reclassés afin de refléter la présentation de l'exercice courant.

Le tableau suivant ventile les produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Canadian Tire	1 813,2 \$	1 781,8 \$	5 184,3 \$	5 087,3 \$
SportChek	543,3	528,5	1 416,9	1 390,9
Mark's	266,6	265,5	798,0	778,2
Helly Hansen	211,7	181,7	451,1	181,7
Division pétrolière	504,5	550,8	1 426,1	1 547,9
Autres et éliminations intersectorielles	(43,8)	(1,2)	(59,6)	4,8
	3 295,5 \$	3 307,1 \$	9 216,8 \$	8 990,8 \$

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

12. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Coût des ventes de stocks ¹	2 268,4 \$	2 305,1 \$	6 444,8 \$	6 288,6 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	105,6	69,9	309,4	257,9
Charges financières	16,7	16,2	50,2	45,7
Autres	17,4	17,3	42,5	41,5
	2 408,1 \$	2 408,5 \$	6 846,9 \$	6 633,7 \$

1. Le coût des ventes de stocks comprend un amortissement de 2,6 millions de dollars (2018 – 1,7 million) et de 6,9 millions (2018 – 4,8 millions), respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 19,0 millions de dollars (2018 – 15,2 millions) et à 39,2 millions (2018 – 31,9 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes correspondantes et reprises au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 s'élevaient à 1,5 million de dollars (2018 – 1,4 million) et à 4,5 millions (2018 – 3,6 millions), respectivement. Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

13. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Charges liées au personnel	335,7 \$	339,4 \$	981,7 \$	947,3 \$
Occupation ¹	97,9	185,9	313,7	554,8
Marketing et publicité	64,6	67,8	210,2	208,6
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ^{2, 3}	68,7	69,5	203,5	221,1
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	64,7	—	192,5	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	27,5	29,3	80,9	95,6
Systèmes informatiques	46,9	44,8	139,2	125,6
Autres	126,3	134,2	372,1	375,7
	832,3 \$	870,9 \$	2 493,8 \$	2 528,7 \$

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, les chiffres des périodes correspondantes ne sont pas comparables (se reporter à la note 2). Les paiements de loyer qui étaient antérieurement comptabilisés à titre de coûts d'occupation sont maintenant comptabilisés comme amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (présenté dans la présente note) et comme charges financières dans les obligations locatives (note 12).

2. Se reporter à la note 12 pour l'amortissement compris dans les coûts des activités génératrices de produits.

3. Les chiffres des périodes correspondantes comprennent l'amortissement des contrats de location-financement de 2,3 millions de dollars et de 7,3 millions, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2018, qui est maintenant comptabilisé comme amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation pour les périodes considérées en raison de l'adoption d'IFRS 16 (se reporter à la note 2).

14. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
(Produits) financiers	(4,6) \$	(2,0) \$	(18,1) \$	(7,2) \$
(Produits) financiers sur les créances locatives ¹	(1,6)	—	(4,6)	—
Charges financières ²	51,4	45,4	142,7	114,0
Charges financières sur les obligations locatives ³	26,3	—	80,8	—
	71,5 \$	43,4 \$	200,8 \$	106,8 \$

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, les chiffres des périodes correspondantes ne sont pas comparables (se reporter à la note 2). Lié aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire en vertu d'un contrat de sous-location classé comme contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement aux termes d'IFRS 16.
2. Les chiffres des périodes correspondantes comprennent l'intérêt sur les contrats de location-financement de 1,7 million de dollars et de 5,4 millions, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2018, qui est maintenant comptabilisé comme charges financières sur les obligations locatives pour les périodes considérées en raison de l'adoption d'IFRS 16 (se reporter à la note 2).
3. En raison de l'adoption d'IFRS 16, les chiffres des périodes correspondantes ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

15. Impôt sur le résultat

Les charges (économies) d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie non assujettis à l'ajustement de base	0,3 \$	1,0 \$	(7,8) \$	2,7 \$
Coût différé de la couverture non assujetti à l'ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps de l'option utilisée pour couvrir des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(0,6)	(0,3)	(3,7)	(0,7)
Reclassement du profit (de la perte) en résultat	0,1	1,0	(0,1)	1,6
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	7,3	(8,7)	(13,5)	18,5
	7,1 \$	(7,0) \$	(25,1) \$	22,1 \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il existe toutefois la possibilité que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a conclu une entente avec le ministère des Finances de l'Ontario relativement au traitement fiscal de produits gagnés à l'étranger par une société liée étrangère de la Société pour les exercices 2004 et 2005. À la suite du règlement, la Société a comptabilisé une économie d'impôt de 3,3 millions de dollars (2018 – néant) et des produits d'intérêts avant impôt gagnés sur le trop-perçu d'impôt de 6,9 millions (2018 – néant).

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif diffèrait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

16. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018	Au 29 décembre 2018
Trésorerie	117,8 \$	75,6 \$	125,2 \$
Équivalents de trésorerie	97,9	361,4	324,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	10,5	9,4	20,4
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ²	226,2	446,4	470,4
Dette bancaire	(39,6)	(23,0)	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	186,6 \$	423,4 \$	470,4 \$

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions ont trait à GCCT et sont soumis à restrictions en vue des remboursements aux porteurs de billets et du paiement d'autres frais de financement de 5,6 millions de dollars (29 septembre 2018 – 5,9 millions et 29 décembre 2018 – 16,2 millions) et d'autres éléments liés à l'exploitation de 4,9 millions (29 septembre 2018 – 3,5 millions et 29 décembre 2018 – 4,2 millions).

2. Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'est élevé à 73,2 millions de dollars et à 311,1 millions, respectivement.

Engagements en capital

Au 28 septembre 2019, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 235,3 millions de dollars (2018 – 205,4 millions).

17. Instruments financiers

17.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-dessous :

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, de la dette bancaire, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaptions reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un fournisseur de service externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices normalisés attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 32 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

17.2 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise la hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 28 septembre 2019		Au 29 septembre 2018		Au 29 décembre 2018	
Poste du bilan	Catégorie	Niveau		Niveau		Niveau	
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	16,3 \$	2	11,2 \$	2	25,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	20,0	2	45,6	2	121,8
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	—	2	11,3	2	7,7
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	23,3	2	22,9	2	37,1
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	9,4	2	13,8	2	16,7
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	13,3	2	6,8	2	4,7
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	567,0	3	517,0	3	567,0
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	4,0	2	3,1	2	5,0

1. Lié aux dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

17.3 Évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 32.2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019		Au 29 septembre 2018		Au 29 décembre 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à court terme	233,3 \$	233,5 \$	151,3 \$	151,4 \$	183,7 \$	183,7 \$
Placements à long terme	116,0	116,4	175,3	176,3	152,7	153,4
Dette	4 517,2	4 757,9	4 825,4	4 887,1	4 553,9	4 603,9
Dépôts	2 496,3	2 515,7	2 339,2	2 316,5	2 471,2	2 450,4

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la variation des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

18. Éventualités

Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire. La Société a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

Les avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation de la Banque pour les exercices allant de 2011 à 2015 ont fait l'objet d'un appel devant la Cour canadienne de l'impôt. Les exercices 2016 et 2017 ont également fait l'objet d'une nouvelle cotisation, et la direction prend les mesures requises pour les intégrer à l'appel. La Banque estime que certains services liés au traitement des cartes de crédit constituent des services financiers exonérés aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada). Même si la Cour a récemment rendu une décision dans une affaire non liée à la Banque établissant que des services de traitement semblables étaient assujettis aux taxes de vente fédérale et du Québec, cette décision fait actuellement l'objet d'un appel, et la Banque est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que sa position sera acceptée par les tribunaux et que les services seront considérés comme étant des services financiers exonérés. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée en prévision des montants à payer, dans l'éventualité d'une décision défavorable. Si la Cour rend une décision défavorable à la Banque, le risque global ne serait pas important au troisième trimestre de 2019.

19. Filiales

Modification de la participation de la Société dans une filiale

Au cours du trimestre, la Société a réduit sa participation dans CT REIT, qui est passée de 76,1 pour cent à 69,3 pour cent, et CT REIT a conclu un placement de parts sur le capital autorisé pour un produit brut d'environ 150,1 millions de dollars et 90,0 millions, et des coûts de transaction nets de 7,4 millions et de 3,8 millions, respectivement. Par conséquent, un montant de 228,9 millions de dollars a été transféré aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

20. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 1^{er} octobre 2019, la Société a acquis la marque Party City, ainsi que son réseau de magasins, ses effectifs, ses droits de tenure à bail et ses immobilisations corporelles au Canada pour la somme de 174,4 millions de dollars. Party City est une destination de magasinage unique et chef de file pour les articles de fête, et une entreprise spécialisée en articles pour les célébrations saisonnières et microsaisonnières qui réunit 65 magasins de détail dans sept provinces au Canada.

Comme la transaction a été conclue le 1^{er} octobre 2019, à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, la Société n'avait pas suffisamment d'information pour finaliser la comptabilisation du prix d'achat et pour présenter de l'information pro forma sur les produits et le profit ou la perte liés à la transaction.

La Société a engagé des frais connexes à l'acquisition de 2,3 millions de dollars au cours du trimestre au titre des frais juridiques et des honoraires de conseil externes, ainsi que des coûts liés au contrôle diligent. Ces coûts ont été comptabilisés dans les frais de vente, généraux et administratifs à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.